

Réf : CNIG 2023.059

COMpte-REndu SYNTHETIQUE DE LA COMMISSION EUROPE ET INTERNATIONAL du 23 novembre 2023

Ordre du jour

- Introduction
- Point d'information sur le projet GaiaX (Emmanuel Mondon)
- Le rôle d'Eurostat dans la donnée géolocalisée (Julien Gaffuri, Eurostat)
- Présentation des groupes de travail
 - o Souveraineté et données numériques (Annie Blandin)
 - o Cartographier les acteurs internationaux
- Échanges et annonce de la prochaine réunion

Date envisagée de la prochaine réunion de la commission Europe et international:
11 avril 2024 à 14h30

Liste des participants

Organisme	Prénom	NOM
MEFSIN/DGE/SEN	Stéphanie	RENNES
ENS	Pierre	BRIOLE
IMT Atlantique	Annie	BLANDIN
Ministère de la Culture	Aurélien	CONRAUX
MEAE	Clélia	COTHIER
AFIGEO	Élise	LADURELLE TIKRY
CNES	Elsa	DHENAIN
GAIAx	Emmanuel	MONDON
MTECT/Ecolab	Emmanuel	PASCO-VIEL
IGN	François	CHIRIE
MEAE	Michael	GEORGES
Région Grand-Est	Marie-Christine	SCHOTT
MEAE	Antoine	OLAH
ECOLAB/SRI/CGDD	Hélène	BEGON
MEAE	Jean-Yves	MAHE
SHOM	Stéphanie	VRAC
EUROSTAT	Julien	GAFFURI
IR Data Terra	Frederic	HUYNH

Retenu à Bruxelles, Henri Verdier a fait lire un message d'introduction pour l'ouverture de la réunion dans lequel il présente Clélia Cothier qui vient de rejoindre son équipe et assistera à la réunion.

« Je trouve important que cette commission procède aux exercices de partage d'expériences et de connaissances comme nous le ferons aujourd'hui. Nous en avons besoin et nous aurons aussi quelques retours à partager. »

Comme vous le savez, ces questions de souveraineté, numérique, européenne nous semblent majeures. Nous sommes très intéressés par les travaux qui viennent d'être engagés et sur un tel sujet je pense pouvoir mobiliser certains postes clés pour nous aider, notamment en matière de cartographie des acteurs. »

Point d'information sur le projet GaiaX (Emmanuel Mondon)

Les initiatives de partage de données se multiplient, tant au niveau national - par exemple via les Gaia-X Hubs - qu'au niveau européen avec les "Common European Data Spaces" pilotés par la DG CONNECT dans le cadre de la stratégie européenne pour les données, s'appuyant sur les *European Data Governance Act* (DGA) et *Data Act* (DA).

Dans le cadre de l'initiative Gaia-X lancée par l'Allemagne et la France en 2019 et comprenant maintenant plus de 15 états membres, un groupe de travail européen relatif à l'information géolocalisée s'est formé, appelé "*Location Ecosystem*".

Emmanuel Mondon, co-pilote de ce groupe de travail, a présenté celui-ci, son historique au sein de Gaia-X, sa première réunion tenue le 14 septembre 2023 et plusieurs initiatives associées dont le *Location Innovation Hub* et le *Space Data Space*.

Echanges

Lors des échanges, Stéphanie Vrac a soulevé une question relative à la fédération des forces européennes pour une plateforme de structures numériques, évoquant le Cloud Act aux États-Unis. Emmanuel Mondon a répondu en soulignant que cet objectif est particulièrement significatif dans le contexte des labels, précisant que GAIA-X élabore des labels à trois niveaux, exigeant le plus haut niveau de sécurité pour la gestion de ces données. Il a souligné que GAIA-X se concentre principalement sur la gouvernance.

Suite à une question posée par Pierre Briole, sur le lien entre les rapports de GAIA-X et les travaux de Data-Terra, mettant en avant une réciprocité dans leur alimentation mutuelle, Emmanuel Mondon a souligné l'aspiration de GAIA-X à standardiser l'interface des données, et il a lancé un appel à la participation pour contribuer à la gestion des données.

Une autre question a été posée concernant les données de forte valeur (*HVDS : High Value Data Sets*) et l'approche de GAIA-X vis-à-vis de leur mise à disposition par les États membres. Mondon a clarifié que GAIA-X n'exploite ni n'agrège ces données, soulignant une approche distincte dans leur gestion.

Le rôle d'Eurostat dans la donnée géolocalisée (Julien Gaffuri, Eurostat)

Cette présentation s'est focalisée sur le rôle de l'information géographique à la commission Européenne. Le service permanent GISCO, rattaché à Eurostat, a pour rôle de répondre à certains des besoins généraux de la commission en données, outils et traitements de l'information géographique. Il coordonne certaines activités des services de la commission et d'agences Européennes en relation avec l'information géographique. Il travaille en collaboration avec les IGNs et instituts statistiques Européens, des organisations internationales (UN-GGIM:Europe, UNECE, OCDE, etc.) et un réseau de producteurs de données et outils logiciels sous contrat (EuroGeographics, etc.). La commission Européenne a un triple rôle d'utilisateur, producteur et normalisateur de l'information géographique au sein de ses services et agences. Ces activités varient en fonction des thématiques et de l'agenda politique européen. GISCO s'appuie sur un réseau déconcentré de services SIGs plus ou moins développés au sein de ces services et agences. De nombreuses analyses spatiales SIG y sont menées pour guider les politiques Européennes, et font souvent l'objet de publications, en particulier pour la politique régionale. Concernant la relation entre information géographique et statistique, GISCO coordonne certaines activités entre IGNs et instituts statistiques (projets Geostat, programmes de grant, etc.) et participe à différents groupes de travail internationaux.

ECHANGES

Une question a été posée sur les partenariats français de GISCO en dehors de l'IGN. M. Gaffuri a mentionné travailler en collaboration avec l'IGN et l'INSEE, ainsi qu'avec la "Grande Région" qui rassemble les données de quatre pays autour du Luxembourg, principalement axées au niveau transfrontalier. Des liens ont également été évoqués avec Frontex. Une question a été posée concernant la collaboration avec EU SatCen, à laquelle M. Gaffuri a précisé qu'ils ne travaillent pas avec cette agence européenne, distincte de GISCO.

Par ailleurs, une interrogation a porté sur les axes d'amélioration des données et services, avec une demande de précisions sur les préconisations, notamment en termes d'outils, langages de programmation, standards, schémas et gouvernance.

Un point a également été soulevé concernant l'espace maritime, mettant en lumière des considérations spécifiques dans le traitement des données géographiques maritimes, basées en grande partie sur EuroGeographics. Des réflexions ont été amorcées autour des défis liés aux données spatiales maritimes, notamment en termes de législation contraignante pour les États membres, conformément aux définitions établies, et la nécessité d'un consensus à cet égard.

Présentation des groupes de travail

Lors de la précédente Commission Europe et International, la constitution de deux groupes de travail a été annoncée.

Le premier groupe, animé par Annie Blandin, se concentrera sur la thématique "Souveraineté et Données Numériques". Ce groupe aura comme objectif d'élaborer la réflexion et

d'organiser un colloque notamment à partir du [rapport](#) de Valérie Faure-Muntian sur les données géographiques souveraines (2018) et en regardant les évolutions depuis cette date notamment sur le contexte géopolitique.

Le bilan général de leurs travaux conduira à la rédaction d'une note d'orientation, ainsi qu'à la planification d'un colloque, avec un objectif de mise en œuvre pratique plus que théorique. Une première réunion du groupe est prévue en janvier 2024.

Le deuxième groupe de travail se penchera sur la cartographie des acteurs internationaux, en mettant en place un groupe permettant de produire un document.

Sur ces deux groupes un appel à volontaires a été fait et des professionnels ont fait part de leur intérêt à participer. Si d'autres personnes souhaitent participer à ces groupes de travail ou suggérer des participants ou des intervenants, n'hésitez pas à le faire [savoir](#).

Ces deux initiatives joueront un rôle essentiel dans l'avancement des discussions au sein de la commission, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de la dimension européenne et internationale de la donnée géolocalisée.

Points divers

Pierre Briole signale que la commission géopositionnement du CNIG travaille à mettre en œuvre la présence de la France au niveau mondial sur les activités géodésiques. Un mandat a été donné par le CNIG au Bureau des longitudes pour animer la réflexion sur les infrastructures géodésiques au sein de l'UN-GGIM (*United Nations Committee of Experts on Global Geospatial Information Management*) au sein duquel l'IGN représente la France.

Conclusion

La prochaine réunion de la commission besoin et usages est prévue **le 11 avril 2024**